



FUKUSHIMA
DAIICHI

Penser Fukushima

Ruptures et continuités de la catastrophe

Ce colloque fait partie d'un cycle de trois événements organisés en partenariat avec la Maison Franco-Japonaise de Tokyo, le CRCAO (Université de Paris) et l'IFRAE (INALCO).

16 mars 2021 | *En ligne*

En français, keynote speeches en anglais
9h15 - 16h30 (France) | 17h15 - 0h30 (Japon)
Inscription obligatoire : events_ffj@ehess.fr

Ce colloque a pour objectif de mettre à jour les savoirs en sciences humaines et sociales sur la catastrophe de Fukushima à l'occasion de son dixième anniversaire. En se penchant sur les conséquences de celle-ci, nous nous focaliserons sur les bouleversements engendrés par l'accident dans une société dite « post-Fukushima ». Le 11 mars 2011, l'archipel nippon subit l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, formant avec le séisme et le tsunami un triple désastre. Dix ans après, la catastrophe n'est pas terminée. Les séquelles de l'événement sont toujours visibles : alors que le démantèlement des réacteurs endommagés s'avère de plus en plus difficile, le retour de la population dans la zone contaminée et la désignation d'un site de stockage des déchets ne cessent de susciter des controverses. Par ailleurs, le gouvernement japonais se montre paradoxalement favorable au maintien des centrales nucléaires. Si le nom de Fukushima est maintenant connu dans le monde entier de par la gravité de l'accident, qu'en avons-nous appris ? Depuis dix ans, les chercheur·es en sciences humaines et sociales s'attaquent de front à cette question, au Japon, mais aussi à l'international. Cet événement souhaite mettre à profit ces travaux afin de renouveler la réflexion sur les répercussions de l'accident du 11 mars 2011 dans la société, en s'interrogeant sur les types de rupture créés, ou non, dans les contextes national et international. En compagnie d'historiens, sociologues, philosophes et anthropologues travaillant sur Fukushima ou plus largement sur les accidents nucléaires, nous tenterons de dégager une piste de réflexion plus globale articulée autour de deux axes : « Agir dans la société post-Fukushima » et « Gouverner le nucléaire après une catastrophe ».

Programme

09.15 | Introduction

Sébastien Lechevalier (FFJ-EHESS)

Session 1 : Agir dans la société post-Fukushima

09.30 | Keynote speech

Modératrice : Sezin Topçu (CNRS, CEMS-EHESS)

Citizen science after the Fukushima nuclear accident

Aya Kimura (University of Hawai`i-Mānoa, États-Unis)

11.00 | Table ronde

Modérateur : Francis Chateauraynaud (GSPR-EHESS)

Le statut de victime après un accident nucléaire : du préjudice collectif aux droits de l'homme

Christine Fassert (Université Paris 1) et Reiko Hasegawa (Sciences Po, Lyon3)

Fukushima en procès : un mouvement social dans les tribunaux pour penser la catastrophe

Paul Jobin (Academia Sinica, Taïwan)

Décontaminer les territoires entièrement contaminés ? Analyse critique de la politique de reconstruction dans l'après-Fukushima

Rina Kojima (LATTS, Université Gustave Eiffel)

L'Accident nucléaire de Fukushima répète-t-il le « système d'irresponsabilité » ? Critiquer le jugement du Procès pénal de TEPCO

Yoshiyuki Sato (Université de Tsukuba, Japon)

12.30 | *Pause déjeuner*

Session 2 : Gouverner le nucléaire après une catastrophe

13.30 | Table ronde

Modératrice : Christine Fassert (Université Paris 1)

Rendre les accidents inimaginables. Fiction et empirie dans l'expertise nucléaire

Valérie Arnhold (Sciences Po)

Encaisser Fukushima depuis la France. Scénarisations du futur et rapport à l'expérience chez les acteurs du milieu nucléaire après Fukushima

Martin Denoun (GSPR-EHESS)

Fukushima : un exceptionnalisme culturel ?

Mathieu Gaulène (CRC-Mines ParisTech, PSL University)

De Tchernobyl à Astravets : l'histoire et la mémoire du nucléaire en Biélorussie

Tatiana Kasperski (Université Pompeu Fabra, Espagne)

15.00 | Keynote speech

Modératrice : **Sophie Houdart** (CNRS, Nanterre-LECS)

The Great Chernobyl Acceleration

Kate Brown (Massachusetts Institute of Technology, États-Unis)

Intervenants



Sébastien Lechevalier (FFJ-EHESS)

Sébastien Lechevalier est économiste et professeur à l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris), spécialisé dans l'économie japonaise et les capitalismes asiatiques. Il est également fondateur et président de la Fondation France-Japon de l'EHESS (FFJ). Il a été professeur invité à l'université de Tokyo, l'université de Kyoto, l'université Hitotsubashi, l'université Waseda et l'université Doshisha.



Aya Kimura (University of Hawai'i-Mānoa, États-Unis)

Aya H. Kimura is Professor of Sociology at the University of Hawai'i-Mānoa. Her books include *Radiation Brain Moms and Citizen Scientists: The Gender Politics of Food Contamination after Fukushima* (Duke University Press: recipient of the Rachel Carson Book Award from the Society for Social Studies of Science), *Hidden Hunger: Gender and Politics of Smarter Foods* (Cornell University Press: recipient of the Outstanding Scholarly Award from the Rural Sociological Society), *Science by the People: Participation, Power, and the Politics of Environmental Knowledge* (Rutgers University Press, co-authored with A. Kinchy), and *Food and Power: Visioning Food Democracy in Hawai'i* (University of Hawai'i Press, coeditor with K. Suryanata). She is currently on the Social Science Research Council Abe Fellowship for a project on

agrobiodiversity and fermentation.

Title: Citizen science after the Fukushima nuclear accident

This talk examines the emergence and expansion of Citizen Science (CS) after the Fukushima nuclear accident. In defiance of the proclamation of safety by the government and the industry, people took matters into their own hands and started to measure radiation contamination by themselves. Post Fukushima CS was far from monolithic. The talk highlights the diversity in terms of people, organization, and motivations. By analyzing the global circulation of images of the Do It Yourself (DIY) radiation measurement, this talk further explores how CS is a part of the broader memorialization of Fukushima, particularly for the global audience. Discourses of CS are at the intersection of dynamic relationships among science, market, government, and civil society. While the confluence of these dynamics may domesticate CS, "unruly" CS has also persevered, insisting on examining issues of justice- who bears the risk of radiation exposure, who has to be worried about the risks.



Christine Fassert (Université Paris 1)

Christine Fassert est socio-anthropologue, ses recherches portent sur les risques sanitaires et environnementaux, notamment le risque nucléaire. Elle a coordonné ces dernières années une recherche sur les conséquences de l'accident nucléaire de Fukushima.

Titre : Le statut de victime après un accident nucléaire : du préjudice collectif aux droits de l'homme.

Présentation avec **Reiko Hasegawa** (SciencesPo, Lyon3)

Qui est/devient victime de l'accident nucléaire ? Le statut de victime après un accident industriel pose de nombreuses questions, nous l'aborderons comme processus de victimisation tel que défini par Yannick Barthe dans son enquête sur les militaires ayant participé aux tests nucléaires : « le processus par lequel une personne se définit comme victime ou est défini comme victime par les autres ». Il ne dit rien de la légitimité ou de l'illégitimité de la notion. Le processus de victimisation est un processus social et politique. Dans le cas d'un accident nucléaire, nous montrons comment ce processus est cadré par un arsenal d'instruments réglementaires et administratifs (internationaux, puis déclinés par le Japon après l'accident). Parmi ceux-ci, le

dispositif de zonage a constitué la base de la formulation des *compensation guidelines* qui établissent qui est victime et qui ne l'est pas. Le zonage établit le risque (à partir de critères établis par les autorités) et dans le même mouvement exonère du risque les territoires qui sont à l'extérieur des zones. Ces *guidelines* rendent de plus difficile d'être reconnu comme victime si on n'est pas administrativement enregistré comme « habitant » de ces zones. Nous montrerons comment ces dispositifs s'intéressent à un préjudice collectif et excluent de fait des milliers de personnes qui ont subi l'exposition aux radiations, niant les aspects symboliques et moraux de la demande de réparation (Jobin). Le rapporteur Spécial de l'ONU Anand Grover, comme son successeur, Bascut Tuncak, se sont appuyés sur le cadre des droits de l'homme pour critiquer les choix opérés par le gouvernement japonais, en remettant en question, implicitement, une grande partie de l'arsenal réglementaire défini par les institutions nucléaires internationales.



Reiko Hasegawa (Sciences Po, Lyon3)

Reiko Hasegawa est diplômée d'un Master en politique internationale. Après avoir travaillé au sein de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des ONGs humanitaires, elle mène des recherches portant sur les déplacements des populations et la protection des victimes après des catastrophes humaines et naturelles. Elle a mené ces dernières années une recherche sur les conséquences de l'accident nucléaire de Fukushima avec Christine Fassert (sociologue rattachée à l'université Paris 1 et anciennement à l'IRSN).

Présentation avec **Christine Fassert** (Université Paris 1), voir *abstract précédent*.



Paul Jobin (Academia Sinica, Taïwan)

Paul Jobin est chercheur à l'Institut de sociologie, Academia Sinica, à Taïwan. Il a mené des recherches sur les travailleurs des centrales nucléaires à Fukushima avant et après la catastrophe nucléaire de mars 2011. Plus généralement, ses recherches portent sur les grandes affaires de catastrophes industrielles au Japon et à Taïwan, dans une démarche comparative avec d'autres pays.

Titre : Fukushima en procès : un mouvement social dans les tribunaux pour penser la catastrophe

Comme les nombreuses catastrophes industrielles qui ont marqué l'histoire du Japon moderne et contemporain, la catastrophe nucléaire de mars 2011 a donné lieu à de nombreux procès. Les procès de Fukushima réunissent aujourd'hui plusieurs milliers de plaignants à travers tout le Japon. Outre un procès pénal contre trois dirigeants de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO), dont l'initiative revient à un mouvement citoyen inédit, on relève une trentaine de plaintes collectives au civil contre TEPCO et l'État. Ces procès posent des questions fondamentales sur l'origine de cette catastrophe et, compte tenu du problème des radiations, son devenir. Dans leur préparation des plaidoiries, les plaignants et leurs avocats doivent penser l'événement sous tous ses angles afin d'en déployer les conséquences pour ceux qui ont tout perdu parce qu'ils ont dû fuir la région. Tandis que certains procès insistent sur la restauration d'un environnement exempt de radiations à Fukushima, les autres mettent l'accent sur le droit de recommencer une nouvelle vie ailleurs, partant du principe qu'il faudra probablement des décennies avant que le danger des radiations ne soit éliminé. Enfin, bien que les montants d'indemnisation retenus par les juges jusqu'à présent restent faibles, ces décisions de justice revêtent pour les plaignants une importance morale et symbolique (voire des effets cathartiques), ainsi que pour le Japon contemporain, et à l'avenir pour d'autres pays qui pourraient être touchés par une catastrophe nucléaire.

Rina Kojima (LATTS, Université Gustave Eiffel)

Rina Kojima est post-doctorante à l'Université Gustave Eiffel. Depuis 2012, elle a participé à de nombreux projets de recherche franco-japonais analysant les conséquences socio-culturelles de la catastrophe nucléaire de Fukushima. En 2020, elle soutient une thèse de doctorat en sociologie intitulée « Reconstruire dans l'après-Fukushima : responsabiliser et vulnérabiliser par le risque » à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée. Ses travaux de recherche actuels portent sur les « trajectoires spatio-temporelles » des personnes qui se trouvent dans des situations de risques et de catastrophes.

Titre : Décontaminer les territoires entièrement contaminés ? Analyse critique de la politique de reconstruction dans l'après-Fukushima

Suite à la catastrophe nucléaire de 2011, les autorités japonaises ont lancé une politique de « reconstruction » (*fukkō seisaku*). Cette politique avait pour objectif le retour des victimes de cette catastrophe dans les territoires contaminés, mais rendus « habitables » par l'adoption du seuil de radioprotection de 20 mSv/an — un seuil qu'on peut considérer comme un « outil politique » pour « normaliser la catastrophe » —, et « propres » par la réalisation des travaux dits de « décontamination » (*josen sagyō*). Mais ce type de travail pose un véritable problème par rapport à la gestion des territoires contaminés, territoires dans lesquels s'inscrit largement le risque spatio-temporel des radiations à faibles doses. Face à ce risque, de quelle façon sont mis en place ces travaux de décontamination à Fukushima ? Et quelles conséquences ont lieu dans la société japonaise « post-accidentelle » ?



Yoshiyuki Sato (Université de Tsukuba, Japon)

Yoshiyuki Sato est maître de conférences à l'Université de Tsukuba au Japon. Il a obtenu un doctorat en économie à l'Université de Kyoto et en philosophie à l'Université Paris Nanterre. Spécialiste de la pensée française contemporaine et de la théorie sociale, il est notamment l'auteur de *Pouvoir et résistance : Foucault, Deleuze, Derrida, Althusser* (Paris, 2007 ; Kyoto, 2008), et *Philosophie de la sortie du nucléaire* (co-écrit avec Takumi Taguchi, paru en japonais en 2016).

Titre : L'accident nucléaire de Fukushima répète-t-il le « système d'irresponsabilité » ? Critiquer le jugement du Procès pénal de TEPCO

En septembre 2020, le tribunal du district de Tokyo a acquitté les accusés du procès pénal de TEPCO : Tsunehisa Katsumata, ancien PDG, Sakae Muto et Ichiro Takekuro, anciens vice-présidents. Au cours de cette intervention, nous examinerons minutieusement le texte du jugement en citant les propos de l'avocat Yuichi Kaido, mandataire des victimes de l'accident, qui apportent des preuves contre ce jugement irraisonnable. Notre but est de poser cette question fondamentale : « Qui doit assumer l'accident nucléaire de Fukushima ? ».



Valérie Arnhold (Sciences Po)

Valerie Arnhold est diplômée d'une licence franco-allemande et d'un Master d'Affaires européennes à Sciences Po et à l'Université de Bath en Angleterre. Elle est en train de terminer sa thèse en sociologie sur la normalisation des accidents nucléaires en France, dans l'Union européenne et à l'échelle internationale. Ses recherches portent sur les façons dont les accidents et les crises sont appréhendés par les organisations publiques et privées, ainsi que leurs impacts sur l'action publique. Elle est membre de l'équipe du programme « Nuclear Knowledges » et travaille dans ce cadre sur l'interface entre les usages civils et militaires de l'énergie nucléaire, au prisme de la production de savoirs sur les effets indésirables de cette technologie.

Titre : Rendre les accidents inimaginables. Fiction et empirie dans l'expertise nucléaire

L'accident de Fukushima a conduit à réaffirmer les promesses centrales de la filière nucléaire, en particulier la promesse d'un avenir sans accidents. Comment les experts nucléaires préservent les pratiques et croyances associées à l'objectif de l'exclusion *de facto*, malgré la survenue de plusieurs accidents depuis le début des activités nucléaires et tout particulièrement de la catastrophe de Fukushima ? Basée sur une enquête de terrain réalisée entre 2014 et 2017 auprès des organisations de sécurité nucléaire en France, ainsi que dans les espaces européens et internationaux, cette présentation étudie les pratiques et savoirs de la sécurité nucléaire, développés depuis plusieurs décennies sous l'angle d'un système « d'apprentissage continu », qui renvoie en pratique à l'intégration d'accidents et d'incidents « réels » dans les scénarios et modèles existants de la sécurité nucléaire. Elle porte une attention particulière aux usages spécifiques des données empiriques dans ces modèles, usages qui déplacent les effets matériels des accidents et limitent l'évolution des hypothèses des modèles de prévention, malgré la survenue d'accidents majeurs comme Fukushima.

Martin Denoun (GSPR-EHESS)

Martin Denoun travaille sur la manière dont l'industrie nucléaire française se projette dans le futur, en étudiant les mutations importantes que subissent ces visions du futur au cours des dernières décennies et leurs conséquences sur l'infrastructure électronucléaire. De manière plus large, il s'intéresse à la manière dont des systèmes sociotechniques se fragilisent et se défont.

Titre : Encaisser Fukushima depuis la France. Scénarisations du futur et rapport à l'expérience chez les acteurs du milieu nucléaire après Fukushima

À partir d'une enquête sur la manière dont le secteur nucléaire français se projette dans le futur, cette présentation propose de montrer comment ces scénarisations du futur sont modifiées à partir de l'événement Fukushima. Si ce dernier ne produit pas en France de bifurcation franche comme en Allemagne, plusieurs éléments viennent modifier les visions du futur des acteurs du nucléaire en France, qui produisent des effets durables. C'est donc à l'*hysteresis* de Fukushima, c'est-à-dire à ses effets persistants dans le temps, qu'il faut se rendre attentif. En s'appuyant sur des entretiens menés avec plus de 70 acteurs du milieu nucléaire, ce constat amène à interroger la manière dont ces acteurs ont fait, à distance, l'expérience de Fukushima. Ce sera l'occasion de se demander ce que signifie faire l'expérience d'un tel événement à distance pour des acteurs engagés professionnellement dans cette science et cette industrie.



Mathieu Gaulène (CRC-Mines ParisTech, PSL University)

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence en 2007 et de Sciences Po Paris en 2009 (Master recherche Asie), Mathieu Gaulène a été journaliste indépendant à Tokyo pendant cinq ans. Il a publié divers articles sur Fukushima et la société japonaise dans la presse française, et un essai intitulé *Le nucléaire en Asie. Fukushima, et après ?* (ed. Philippe Picquier) en 2016. Doctorant à Mines ParisTech depuis quatre ans, il soutiendra en avril 2021 une thèse intitulée *Fukushima : un accident « Made in Japan » ? Analyse sémiotique de la causalité au Japon* sous la direction de Franck Guarnieri et Sébastien Travadel.

Titre : Fukushima : un exceptionnalisme culturel ?

L'accident nucléaire de Fukushima Daiichi a donné lieu au Japon à la production d'un savoir scientifique visant à déterminer rapidement les causes de l'accident, avec notamment des rapports d'enquêtes et des travaux universitaires. Parmi ces recherches, un certain nombre d'auteurs ont établi que la cause suprême de l'accident était d'ordre culturel et était à trouver dans une mentalité propre aux Japonais. Cette explication causale a pu surprendre et son rapprochement du genre littéraire des « nippologies » (*nihonjinron* 日本人論) a pour défaut d'éluider le problème sans l'expliquer. Cette causalité culturelle s'appuie pour se justifier sur des analogies avec d'autres événements de crise ayant ponctué l'histoire de l'archipel. Pour en comprendre le fonctionnement et la structure dans laquelle ces analogies prennent naissance, nous avons mené une analyse sémiotique, en ayant recours notamment à une formule du raisonnement analogique proposée par le philosophe américain Charles Sanders Peirce. Il en ressort que Fukushima vient s'insérer dans une ontologie japonaise caractérisée par la perception d'un cycle crise-succès où chaque crise est un moment spatio-temporel de suspension déterminé par un interprète imaginaire extérieur. Cette analogie avec d'autres catastrophes, bien que permettant en temps normal une résilience forte chez les Japonais, rencontre ici cependant un écueil majeur avec le caractère spécifique par sa durée d'une catastrophe radioactive. Ainsi, ce qui constituait hier une force devient dans le cas de Fukushima un handicap pour penser et gérer l'après-catastrophe, ce qui s'observe notamment avec le travail de décontamination.



Tatiana Kasperski (Université Pompeu Fabra, Espagne)

Tatiana Kasperski est chercheuse associée à l'université Pompeu Fabra de Barcelone, en Espagne et fait partie du projet collectif « Global Nuclear Environmental History » coordonné par le Colby College aux États-Unis. Elle a obtenu son doctorat en sciences politiques en 2012 à Sciences Po Paris, où elle a soutenu une thèse sur la politique de la mémoire de la catastrophe de Tchernobyl en Biélorussie. Depuis, les recherches de Tatiana Kasperski ont porté sur l'énergie nucléaire et les formes d'engagement du public dans l'espace post-soviétique, notamment en Russie et en Ukraine. Elle a été post-doctorante au Centre Alexandre-Koyré à Paris, et boursière Marie Skłodowska-Curie à l'université Pompeu Fabra. Elle a publié de nombreux articles liés à ces recherches, et son ouvrage *Les politiques de la radioactivité :*

Tchernobyl et la mémoire nationale en Biélorussie contemporaine est paru en 2020 chez les éditions Petra.

Titre : De Tchernobyl à Astravets : l'histoire et la mémoire du nucléaire en Biélorussie

En novembre 2020 la Biélorussie a mis en service la première centrale nucléaire de son histoire. Au début des années 1980 une telle centrale était déjà en construction mais le projet avorta suite à l'accident de Tchernobyl en 1986. Plus de trois décennies après, le pays est toujours confronté aux conséquences environnementales et sanitaires de la catastrophe nucléaire. Comment alors la Biélorussie a-t-elle pu oublier Tchernobyl et se laisser de nouveau séduire par l'atome civil ? Pour l'expliquer, cette présentation suit la trajectoire politique de la mémoire de Tchernobyl et éclaire la façon dont les problèmes créés par l'accident ont été définis et pris en charge par les représentants du régime autoritaire, les membres de l'opposition, les militants écologistes, les experts scientifiques et les citoyens. Ces récits publics ont au final abouti à banaliser les conséquences de l'accident dans les représentations collectives et font qu'aujourd'hui le choix de la voie nucléaire reste peu contesté.



Kate Brown (Massachusetts Institute of Technology, États-Unis)

Kate Brown is Professor of Science, Technology and Society at the Massachusetts Institute of Technology. She is the author of several prize-winning histories, including *Plutopia: Nuclear Families, Atomic Cities, and the Great Soviet and American Plutonium Disasters* (Oxford 2013). Her latest book, *Manual for Survival: A Chernobyl Guide to the Future* (Norton 2019), translated into nine languages, won the Marshall Shulman and Reginald Zelnik Prizes for the best book in East European History, plus the Silver Medal for Laura Shannon Book Prize. *Manual for Survival* was a finalist for the 2020 National Book Critics Circle Award, the Pushkin House Award and the

Ryszard Kapuściński Award for Literary Reportage.

Title: The Great Chernobyl Acceleration

What do we know about the Chernobyl disaster? Working through Soviet archives, historian Kate Brown encountered many contradictory accounts of the catastrophe and its effects. Local doctors reported “a public health disaster” among people exposed to Chernobyl fallout. International experts refuted that claim. Realizing that although people and archives lie, trees probably don't, Brown turned to scientists—biologists, foresters, physicians, and physicists—to help her understand the ecology of the greater Chernobyl territories. She learned that contaminants saturated local eco-systems long before the Chernobyl accident and continued long after the 1986 event. Brown argues that to call Chernobyl an “accident” is to sweep aside the decades of radiation exposure that rained down on the globe during the period of nuclear testing. Instead of a one-off accident, Brown argues that Chernobyl was a point of acceleration on a timeline of radioactive contamination that continues to this day.

Organisation

Masatoshi Inoue (CAK, CEMS-EHESS)
Mayuko Yamamoto (CESPRA, FFJ-EHESS)

Comité scientifique

Francis Chateauraynaud (GSPR-EHESS), **Sophie Houdart** (CNRS, Nanterre-LECS),
Yoshiyuki Sato (Université de Tsukuba), **Sezin Topçu** (CNRS, CEMS-EHESS).

Cycle de conférences

Ce colloque fait partie d'un cycle de trois événements organisés en partenariat avec la Maison Franco-Japonaise de Tokyo, le Centre de Recherche sur les civilisations de l'Asie Orientale (Université de Paris) et l'Institut Français de Recherche sur l'Asie de l'Est (INALCO) :

13 mars 2021 | 10.00 - 15.00 (France) | 18.00 - 23.00 (Japon)

Écrire la catastrophe – 10 ans après le 11 mars 2011

CRCAO (Université de Paris) et IFRAE (INALCO) - *En ligne*

[Plus d'informations](#)



16 mars 2021 | 9.15 - 16.30 (France) | 17.15 - 0.30 (Japon)

Penser Fukushima : Ruptures et continuités de la catastrophe

Fondation France-Japon de l'EHESS - *En ligne*



9 et 10 avril 2021 | 9.00 - 12.20 (France) | 16.00 - 19.20 (Japon)

Crises, fractures et nouvelles dynamiques :

10 ans après les catastrophes du 11 mars 2011

Maison Franco-Japonaise de Tokyo - *En ligne*

[Plus d'informations](#)



L'ÉCOLE
DES HAUTES
ÉTUDES EN
SCIENCES
SOCIALES